

"La grande Europe" dans L'Europe en formation (Février 1979)

Légende: En février 1979, commentant l'adhésion de la Grèce aux Communautés européennes, le journaliste fédéraliste Jean-Pierre Gouzy, attaché au Centre international de formation européenne (CIFE), examine dans la revue L'Europe en formation les défis à relever par cette Europe des Dix.

Source: L'Europe en formation. Février 1979, n° 227. Nice.

Copyright: (c) L'Europe en formation

URL: [http://www.cvce.eu/obj/"la_grande_europe"_dans_l_europe_en_formation_fevrier_1979-fr-6dc38fc7-35a4-4465-961f-745e4c53b49e.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 18/09/2012

La grande Europe

Editorial

La Grèce, qui avait posé en juin 1975 sa candidature à la Communauté européenne avec laquelle elle avait déjà signé, dès 1962, un traité d'association, est arrivée le 21 décembre dernier à un accord de compromis, au terme d'une longue négociation avec les Neuf. Le traité d'adhésion grec doit être signé en juin prochain, et de ce fait, l'Europe des Neuf deviendra provisoirement celle des Dix à partir du 1er janvier 1981.

Provisoirement, car les demandes d'adhésions présentées par le Portugal et par l'Espagne ont à leur tour été prises en considération, et les négociations avec ces deux pays devraient aboutir à leur entrée dans la Communauté en 1983. Pour mémoire, rappelons qu'en 1978, le conseil des ministres de la Communauté a accueilli successivement et favorablement les demandes d'adhésion portugaise et espagnole, à la suite des avis positifs transmis, conformément aux traités, par la commission de Bruxelles; la négociation portugaise est d'ores et déjà engagée, tandis que la négociation espagnole ne s'ouvrira effectivement qu'en février.

Rien ne paraît donc plus devoir s'opposer à la constitution progressive d'une Communauté de douze États membres, s'étendant de la mer Baltique au détroit de Gibraltar et à la mer Egée, et groupant 313 millions d'Européens. Des accidents de parcours restent possibles; mais les arguments en faveur de l'élargissement méditerranéen ont prévalu nettement jusqu'ici en dépit des problèmes épineux qui ne manqueront pas de se dresser. Les considérations politiques l'ont emporté sur les autres préoccupations: la Grèce, le Portugal et l'Espagne appartiennent à la civilisation européenne; leur histoire se confond avec la nôtre; leurs régimes démocratiques sont récents et fragiles; ils ont besoin de la solidarité active que crée l'appartenance à une même Communauté. En outre, le nouvel élargissement vers le Sud va rééquilibrer la C.E.E. et lui permettre de consolider sa présence dans le bassin méditerranéen, au delà des contingences commerciales.

Du point de vue économique, le nouvel élargissement devrait permettre d'éliminer les disparités actuelles dans les conditions de concurrence et d'obtenir une plus grande ouverture des marchés grec, portugais, espagnol. Dans le cas de l'Espagne, le traité d'adhésion se substituera aux accords commerciaux préférentiels de 1970 avec la France, dont on ressent, dans nos milieux industriels, les incidences négatives.

Cependant - ainsi que nous l'avons rappelé plusieurs fois ici —, il ne faut pas se dissimuler que nous nous trouvons devant un triple défi: celui des institutions; celui de la solidarité; celui de l'agriculture.

Le passage d'une Europe de neuf membres à une Europe de douze membres ne fera qu'accroître les difficultés de fonctionnement de la Communauté. Celle-ci, pour rendre les services que l'on attend d'elle, a besoin d'être gouvernée d'une main beaucoup plus ferme qu'elle ne l'est. Cette nécessité impérieuse va s'accroître. Les trois «sages», nommés par le conseil européen de décembre dernier pour proposer des mesures propres à améliorer l'efficacité des mécanismes communautaires de décision, feront certes à cet égard des suggestions... Mais les recettes techniques ne suffisent pas. Ce qui manque à l'Europe depuis son origine, c'est de ne pas constituer une véritable communauté politique; d'être demeurée au stade des marchands et des diplomates. L'élection directe du Parlement européen va certes permettre d'amorcer un premier tournant décisif sur ce plan. Mais pour décisif qu'il soit, il ne sera pas par lui-même suffisant.

L'élargissement méditerranéen suscitera un alourdissement des charges financières de la Communauté: dans la mesure, d'une part, où le niveau de développement moyen des pays candidats est inférieur à la moyenne communautaire; dans la mesure aussi où nous nous orientons vers une union économique et monétaire, où nous voulons une Europe véritablement solidaire et moins hétérogène. Cet objectif demeurera hors de portée, si les moyens affectés à la politique régionale européenne ne sont pas puissamment augmentés, si le fonds européen compétent (le F.E.D.E.R.) n'est pas réaménagé de manière à promouvoir trois catégories d'interventions équilibrées: aide aux régions les plus pauvres, affectées par un chômage chronique et traditionnel; aide aux zones d'emploi en crise des pays industrialisés confrontés à la nécessité de vastes investissements de restructuration; aide à certaines régions méditerranéennes directement concernées par l'élargissement.

Par ailleurs, il faudra bien également reconsidérer les priorités du fonds social européen et accroître notablement ses interventions dans la perspective de l'élargissement, en raison même de la crise de l'emploi qui frappe nos pays (5,5 % de la population active se trouve au chômage dans la C.E.E.). Le F.S.E. devrait être réaménagé dans une double perspective: celle de la libre circulation des travailleurs méditerranéens; celle des interventions régionales pour la restauration de l'emploi.

Des périodes de transition

Enfin, l'élargissement méditerranéen pose, on ne le sait que trop, le problème des productions agricoles méditerranéennes et des productions viticoles de grande consommation. C'est à l'égard de l'Espagne que cette question revêt le plus d'acuité. Des périodes de transition, plus ou moins longues selon les productions considérées, devront permettre de mettre au point tant dans les pays concernés de la Communauté actuelle (essentiellement la France et l'Italie) que dans les pays candidats, les politiques de restructuration et d'adaptation qui s'imposent, notamment pour éviter la formation de nouveaux excédents à la charge de la collectivité. Les résultats des neuf premiers mois de 1978 pour les échanges commerciaux franco-espagnols font apparaître que la France représente 8,7 % du total des importations de l'Espagne et 16,3 % de ses exportations, et que le déficit de la balance agricole française à l'égard de l'Espagne s'est accentué ces dernières années.

L'un des éléments essentiels pour l'avenir de l'Europe verte élargie aux pays candidats tient à notre capacité de réaliser le système monétaire européen, puis l'union économique et monétaire. La notion de prix unique risque, en effet, de devenir une fiction, compte tenu de la situation monétaire défaillante des pays qui frappent à notre porte. Pour l'heure, il était nécessaire de dissocier le problème de l'application du S.M.E. aux nouveaux candidats de celui de l'adhésion, compte tenu que la participation de la drachme, de la peseta et de l'escudo paraît inconcevable en dehors du processus de transformations économiques et structurelles imposé par l'adhésion à l'abri d'une union douanière qu'il faudrait voir, en la circonstance, non pas se diluer, mais au contraire se renforcer. Raison de plus pour vouloir que ce processus s'engage dans les meilleurs délais.

Plusieurs vitesses

Qu'on le veuille ou non, l'élargissement vers le Sud va consacrer, au moins pour les années 1980, la conception d'une «Europe à plusieurs vitesses». Ce n'est qu'au terme des diverses périodes de transition qu'il sera sans doute possible de parler d'une même identité économique et monétaire. Le déplorer serait d'autant plus irréaliste que nous avons vécu déjà, à neuf, dans le cadre de cette Europe à plusieurs vitesses, avec l'expérience du serpent monétaire en particulier, mais aussi quand il fallut intégrer, entre 1973 et 1978, le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark.

Toute la question est donc de savoir si le moteur qui devra faire progresser l'Europe des Douze disposera de vitesses suffisamment synchronisées pour nous permettre d'avancer de manière cohérente.

Enfin, l'élargissement méditerranéen ne doit pas seulement être perçu du point de vue de ses avantages ou de ses inconvénients internes. Il repose la question des rapports communautaires avec toute une série de pays: la Turquie — sans oublier l'aspect politique, en raison de ses différends avec la Grèce, — les pays du Maghreb, Israël, Malte et Chypre, dont les exportations agricoles orientées vers la C.E.E. se verront concurrencées par les produits espagnols; les pays du tiers-monde qui bénéficient du système communautaire des préférences généralisées, l'adhésion espagnole posant le problème des surcapacités de production dans certains secteurs agricoles et industriels. Enfin, à travers l'adhésion espagnole se profile déjà, en pointillés, la question de l'extension éventuelle de la convention de Lomé aux pays latino-américains, ou à certains d'entre eux, comme l'Allemagne fédérale y est d'ores et déjà favorable, et comme l'Espagne, le moment venu, ne pourra pas ne pas l'être.

Disons donc en conclusion, que la Communauté européenne ne sortira pas de l'auberge espagnole, dans laquelle son conseil des ministres a décidé de l'engager le 1er décembre dernier, comme elle y est entrée. Ou bien l'expérience tournera à la confusion intergouvernementale et libre-échangiste, la preuve étant faite que

nous sommes incapables de nous doter des moyens de nos ambitions; ou bien elle en sortira dotée de structures fédérales, d'une monnaie européenne, et des mécanismes d'une union économique, qui lui auront permis de digérer dans des conditions acceptables le deuxième élargissement. C'est la raison pour laquelle ceux qui s'opposent à la politique d'intégration européenne refusent avec une incontestable logique de prendre les risques de l'élargissement méditerranéen.

JEAN-PIERRE GOUZY